



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama

Semaine du 07 mai 2026

Conformément aux attentes de marché, la Banque centrale du Mexique (Banxico) a abaissé son taux directeur de 25 points de base, à 6,50 %, clôturant son cycle d'assouplissement monétaire amorcé début 2024.

LE CHIFFRE A RETENIR

6,50 %

Taux de politique monétaire de
Banxico
Mai 2026

Si l'inflation a légèrement ralenti à 4,45 % g.a. en avril, Banxico a surtout mis en avant l'affaiblissement de la conjoncture intérieure. L'activité économique s'est contractée au T1 2026, conduisant Banxico à anticiper un ralentissement plus marqué de la demande intérieure et un degré de sous-utilisation des capacités plus important qu'attendu auparavant.

Banxico continue d'anticiper une convergence de l'inflation vers sa cible au T2 2027, tout en soulignant que les risques demeurent orientés à la hausse. La Banque centrale mentionne notamment les tensions géopolitiques au Moyen-Orient, les incertitudes entourant la politique économique américaine, ainsi que les risques pesant sur le taux de change et les coûts de production.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Ce lundi 4 mai, le gouvernement mexicain a annoncé une série de mesures visant à renforcer les investissements privés dans les secteurs stratégiques du Plan México. Ces mesures, qui s'articulent autour de 4 axes, se concentrent sur la simplification, la digitalisation et la réduction des délais des démarches administratives, répondant ainsi aux attentes du secteur privé. La présidente Claudia Sheinbaum a signé le Décret pour l'autorisation immédiate d'investissements, qui fixe un délai maximal de 90 jours pour le traitement des démarches administratives, au-delà duquel celles-ci seront considérées comme approuvées. Par le décret est également créée le Bureau présidentiel pour la promotion des investissements et son comité d'investissements, instaurant un pilotage direct et centralisé depuis la Présidence. Le deuxième décret signé par la Présidente créé le Guichet unique des formalités du commerce extérieur, destiné à centraliser plus de 130 procédures administratives sur une plateforme en ligne unifiée. Un Accord pour la promotion de l'investissement productif et du respect fiscal a également été présenté ce lundi 4 mai. Son objectif principal est de créer des conditions plus claires pour les contribuables, prévoyant notamment le respect des règles internationales pour éviter la double imposition, un seul audit par exercice fiscal, le respect du principe de non-rétroactivité, l'optimisation des temps de restitution de la TVA et des amendes proportionnées. Enfin, la ministre de l'Énergie, Luz Elena González, s'est engagée à renforcer l'ouverture du secteur électrique à l'investissement privé. Elle a présenté les mesures de simplifications des procédures dans le cadre du Plan México, visant notamment une réduction de 60 % des délais d'obtention des permis de production. Elle a outre indiqué que 81 projets d'investissements mixtes dans le secteur électrique sont en cours d'évaluation et que de nouveaux processus seront ouverts pour l'investissement privé ainsi que pour le stockage par batteries.

Après trois mois de hausse, l'inflation au Mexique a ralenti à 4,45 % g.a. en avril 2026, contre 4,59 % g.a. en mars. Selon les données publiées par l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI), cette modération s'expliquerait principalement par le recul des prix de l'électricité, lié à l'application des tarifs préférentiels de saison chaude dans plusieurs villes du pays, ainsi que par des baisses observées sur certains produits alimentaires tels que le poulet. À l'inverse, les prix de plusieurs produits agricoles demeurent orientés à la hausse, notamment les tomates, les pommes de terre et les piments serrano. L'inflation sous-jacente, qui exclut les composantes les plus volatiles, est restée élevée, à 4,26 % g.a, progressant de 0,31 % sur un mois. Dans le même temps, la composante non sous-jacente a reculé de 0,18 % sur un mois, sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie,

malgré une hausse marquée des fruits et légumes. Le taux d'inflation non-jacente reste cependant élevé, à 5,08 % g.a..

Le consensus de marché mesuré par l'enquête de Citi du 4 mai revoit à la baisse ses perspectives de croissance et relève ses prévisions d'inflation. La croissance attendue pour 2026 a été révisée à la baisse à 1,2 %, contre 1,4 % estimé lors de la quinzaine précédente (enquête de Citi du 21 avril). Le consensus de marché apparaît ainsi nettement plus pessimiste que la prévision d'avril du FMI (1,6 %) conformément au scénario de référence. Ce scénario pourrait cependant être rapidement remplacé par un scénario plus dégradé, compte tenu de la prolongation du conflit au Moyen-Orient. Les prévisions d'inflation ont été revues à la hausse pour la quatrième semaine consécutive, avec un taux de 4,35 % g.a. désormais attendu fin 2026. Les anticipations de change restent globalement stables, autour de 18 MXN pour 1 USD d'ici la fin de l'année 2026. Par ailleurs, les résultats de l'enquête de la Banque centrale du Mexique (Banxico) pour avril suggèrent une amélioration relative du sentiment économique depuis mi-2025, bien que les perceptions restent mitigées : la part des analystes anticipant une dégradation du climat des affaires recule mais une proportion encore élevée considère que les conditions actuelles ne sont pas propices à l'investissement. Les préoccupations liées à la sécurité intérieure et à la politique commerciale extérieure demeurent prédominantes.

Les envois de fonds (*remesas*) ont atteint 14,5 Md USD au T1 2026, en légère hausse par rapport au T1 2025 (+1,4 %), confirmant une dynamique globalement modérée depuis 2023. En cumul sur douze mois, elles atteignent près de 62 Md USD, confirmant leur rôle de source importante de devises pour l'économie mexicaine. Au mois de mars, elles ont atteint un niveau record pour ce même mois, à 5,4 Md USD, en hausse de 4,9 % par rapport à mars 2025. Selon les données de la Banque centrale du Mexique (Banxico), cette progression intervient malgré une contraction du nombre de transactions (-3,6 % g.a.), plus que compensée par une hausse du montant moyen par envoi (+8,9 % g.a.). Après un début d'année marqué par un repli, les *remesas* enregistrent ainsi un deuxième mois consécutif de reprise. Parallèlement, les sorties de d'envois depuis le Mexique demeurent limitées (100 M USD en mars), bien qu'en progression sur un an, sous l'effet également d'une hausse du montant moyen des transferts. À l'échelle nationale, les transferts demeurent principalement orientés vers les États du centre et de l'ouest, avec des montants par habitant particulièrement élevés dans les régions à forte tradition migratoire.

Sectoriel

La présidente Claudia Sheinbaum a signé un accord destiné au renforcement de la filière sidérurgique mexicaine dans le cadre du Plan México. Le dispositif prévoit l'introduction d'un mécanisme de préférence nationale au bénéfice de l'acier produit localement dans le cadre des commandes publiques fédérales. Cette orientation s'appliquera prioritairement aux projets d'infrastructures stratégiques, notamment dans les secteurs routier et ferroviaire, aux équipements portuaires ainsi qu'aux programmes de construction d'infrastructures sociales, en particulier hospitalières et éducatives.

Suite à une hausse de 15 % des flux touristiques chinois en 2025, le ministère du Tourisme poursuit le renforcement de son positionnement sur ce marché, identifié comme l'un des relais de croissance prioritaires pour le secteur touristique mexicain. Cette orientation repose notamment sur le déploiement du label « Cerca de China », combinant une visibilité accrue du Mexique sur les principales plateformes numériques chinoises, la structuration de partenariats avec des prescripteurs digitaux ainsi qu'une mobilisation accrue d'opérateurs spécialisés dans l'ingénierie et la commercialisation de produits touristiques à destination de la clientèle chinoise

Finances publiques

Le déficit budgétaire s'est creusé au T1 2026, dans un contexte de ralentissement de l'activité économique. Les recettes budgétaires ont diminué de 0,7 % g.a. en termes réels, sous l'effet du recul des recettes fiscales (-0,6 % g.a. en termes réels) et des recettes pétrolières (-9,4 % g.a. en termes réels), pénalisées par l'appréciation du taux de change. Dans le même temps, les dépenses totales ont augmenté de 2,6 % g.a. en termes réels. En conséquence, le déficit budgétaire s'est établi à 12 Md USD, soit 60,5 % de plus en termes réels que sur la même période de 2025. L'espace budgétaire du gouvernement fédéral - c'est-à-dire les ressources disponibles une fois les dépenses pré-engagées (pensions, transferts fédéraux, coût financier de la dette) couvertes - a continué de se réduire. Les dépenses pré-engagées ont absorbé 61 % des dépenses nettes totales, ne laissant que 39 % des ressources disponibles pour les fonctions essentielles de l'État, comme la santé, l'éducation ou l'investissement. La dette publique a atteint son niveau le plus élevé de la période 2016-2026, s'élevant à 53,9 % du PIB au 31 mars 2026. Dans un contexte de contraction économique (-0,8 % g.t. au T1 2026 d'après les estimations préliminaires de l'INEGI) réduisant les recettes et de rigidité croissante des dépenses, inverser cette trajectoire et atteindre la cible de déficit de 4,1 % du PIB pour 2026 apparaît de plus en plus difficile.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	07/05/2026
Bourse (IPC)	4,11%	21,80%	69 855,23 points
Change MXN/USD	-1,65%	-12,00%	17,24
Change MXN/EUR	-1,31%	-8,41%	20,28
Prix du baril mexicain	-6,50%	81,69%	100,53

Amérique centrale

Belize

Les exportations ont nettement reculé au Belize en mars 2026 par rapport à mars 2025 (-19 %), tandis que les importations ont bondi (+39 %). La baisse des recettes issues de produits clés comme le sucre, les agrumes ou le bétail affecte directement les revenus des agriculteurs. Malgré quelques hausses ponctuelles (bananes, produits marins), la tendance globale reste négative. Cette évolution creuse le déficit commercial et pèse sur l'économie, en particulier sur les filières agricoles les plus exposées.

Costa Rica

La Présidente élue du Costa Rica Laura Fernandez a présenté son gouvernement, trois jours avant la passation de pouvoir prévue le 8 mai. Comme attendu, le futur exécutif conserverait une forte continuité avec l'administration sortante de Rodrigo Chaves. Ce dernier devrait cumuler les fonctions de ministre de la Présidence (à la place de Laura Fernandez) et de ministre des Finances. L'ancien ministre du Commerce extérieur, Manuel Tovar, deviendrait ministre des Relations extérieures tandis que son ex-vice-ministre, Indiana Trejos, lui succéderait au Commerce extérieur. Plusieurs d'entre eux seraient maintenus à leur poste : Efraím Zeledón aux Travaux publics et aux Transports, Roger Madrigal à la présidence de la Banque centrale jusqu'en 2027, ainsi qu'Álvaro Bermúdez et Lourdes Suárez, respectivement chargés des projets ferroviaires (Incofer) et des infrastructures d'eau et d'assainissement (AyA).

Le Costa Rica devrait enregistrer une activité économique moins dynamique en 2026 qu'en 2025. La Banque centrale du Costa Rica (BCCR) a revu à la baisse ses prévisions de croissance à 3,5 %, soit une diminution de 0,3 points de pourcentage (pp). Le ralentissement devrait être particulièrement marqué dans les zones franches, dont la croissance passerait de 12,7 % en 2025 à 5,5 % en 2026. En outre, il est attendu que les exportations costaricaines n'augmentent que de 3 % en 2026, contre 8,6 % en 2025. Plus particulièrement, les exportations de biens et les exportations de services verraient leur croissance ralentir de 7,3 pp. et 1,3 pp. respectivement, sous l'effet du retrait des activités de semi-conducteurs d'Intel et de Qorvo. Les tensions entre les Etats-Unis et l'Iran devraient également affecter la croissance mondiale et contribuer au ralentissement de la demande de biens.

Le Costa Rica sous-utiliserait le cadre national des partenariats public-privé (PPP) malgré un besoin massif en infrastructures, selon le principal patronat costaricien. Lors d'un forum organisé par l'Union costaricenne des chambres et associations du secteur entrepreneurial privé (UCCAEP), des experts ont rappelé que depuis l'entrée en vigueur de la loi sur les PPP il y a 28 ans, seuls trois projets d'infrastructures auraient été réalisés sous ce modèle : la route 27, l'aéroport de Liberia et le terminal à conteneurs de Moin. Selon eux, le problème résiderait surtout dans la lenteur des phases de préparation des projets (planification et études techniques) qui peuvent prendre jusqu'à 15 ans avant le début des travaux. Ces retards causeraient des surcoûts, une perte de compétitivité du pays et un manque de continuité institutionnelle. En outre, l'investissement public dans les infrastructures se serait fortement réduit, ne s'élevant qu'à 1,4 % du PIB.

El Salvador

El Salvador affiche les prix des carburants les plus bas d'Amérique centrale, autour de 4,30 à 4,63 USD le gallon d'essence, malgré la hausse liée aux tensions au Moyen-Orient. Le gouvernement met en avant des mécanismes de compensation et de subvention, notamment sur le gaz propane, permettant de contenir les prix à la pompe. Cette politique s'accompagne d'un renforcement des contrôles pour limiter les hausses injustifiées. Les prix ont néanmoins récemment augmenté, reflétant l'impact du renchérissement international du pétrole.

Guatemala

La Banque centrale a maintenu son taux directeur à 3,50 % afin de préserver l'équilibre entre maîtrise de l'inflation et croissance. La décision, adoptée à l'unanimité, reflète une posture prudente face aux incertitudes internationales, notamment la hausse des prix du pétrole liée aux tensions géopolitiques. Sur le plan interne, l'activité reste solide, avec une croissance attendue entre 3,1 % et 5,1 % en 2026. L'inflation interannuelle, à 2,5 % en mars, demeure inférieure à la cible, permettant aux autorités monétaires de conserver des conditions financières stables sans durcir la politique monétaire.

Honduras

Une mission du FMI est en cours au Honduras pour évaluer le programme économique, avec à la clé un possible décaissement de 240 M USD. Les discussions, prenant place entre fin avril et mi-mai, portent sur le respect des engagements pris dans le cadre de l'accord signé en 2023. L'évaluation couvre l'ensemble des indicateurs macroéconomiques et implique les principales institutions économiques du pays. En cas d'avis favorable du FMI, les fonds viendraient soutenir directement le budget de l'État, dans un contexte de pression sur les finances publiques. Les autorités envisagent par ailleurs la négociation d'un nouveau programme afin d'assurer la continuité du cadre macroéconomique.

Nicaragua

Selon la Banque centrale, l'économie nicaraguayenne a enregistré une croissance d'environ 6,4 % au premier bimestre 2026. Cette expansion, nettement supérieure à celle de 2025, est tirée notamment par les secteurs des mines, de la construction et du commerce. Du côté de la demande, elle reposerait en grande partie sur la dynamique des *remesas*, estimées à près de 30 % du PIB, soutenant la

consommation intérieure. Plusieurs secteurs clés, comme l'agriculture et l'industrie manufacturière, restent en faible progression. Cette structure de croissance soulève des interrogations sur sa soutenabilité, en raison d'une dépendance élevée aux transferts extérieurs, dans un contexte d'investissements limités et de faible productivité.

Panama

Le Panama devrait enregistrer en 2026 une croissance du PIB de 4 %, soit un rythme nettement supérieur à la moyenne régionale estimée à 2,2 %, selon les projections de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). Cette performance confirmerait la résilience relative de l'économie panaméenne, mais marquerait néanmoins un ralentissement par rapport à 2025 (4,4 %), dans un contexte international moins porteur. Selon la CEPALC, cette modération reflète principalement l'impact des tensions géopolitiques mondiales, du renchérissement des prix de l'énergie et des risques pesant sur les échanges internationaux, susceptibles d'affecter les activités du Canal de Panama et, plus largement, le secteur logistique. Le rapport souligne également la forte concentration du modèle de croissance panaméen autour des services liés au Canal, qui accroît la sensibilité de l'économie aux chocs externes. Malgré un rythme de croissance encore élevé à l'échelle régionale, celui-ci resterait insuffisant pour absorber pleinement les besoins du marché du travail, réduire les inégalités sociales et renforcer durablement les capacités des services publics. À moyen terme, les perspectives pourraient toutefois être soutenues par le maintien de flux importants d'investissements directs étrangers et par une éventuelle reprise des activités minières.

Le Président Mulino a convoqué une session extraordinaire de l'Assemblée nationale afin d'examiner une réforme du Code fiscal panaméen, dont les débats ont débuté le 4 mai et devraient se poursuivre jusqu'au 5 juin. Le projet prévoit notamment l'introduction d'un chapitre consacré à la « substance économique » applicable aux revenus passifs, c'est-à-dire aux revenus générés sans activité opérationnelle significative. Dans ce cadre, les entreprises – en particulier les multinationales – devraient désormais démontrer l'existence d'une activité économique réelle au Panama (présence de personnel qualifié, bureaux, fonctions de direction et dépenses locales) afin de continuer à bénéficier des avantages du régime fiscal territorial. À défaut, elles pourraient être soumises à une imposition de 15 % sur les revenus bruts concernés. Cette réforme vise à rapprocher le cadre fiscal panaméen des standards définis par l'Union européenne et l'OCDE en matière de transparence et de lutte contre l'érosion des bases fiscales, avec pour objectif un retrait du Panama de la liste européenne des juridictions fiscales non coopératives dès octobre 2026.

Caraïbes

Antigua-et-Barbuda

L'Antigua and Barbuda Labour Party (ABLP) a remporté, pour la quatrième fois consécutive, la majorité parlementaire à l'issue des élections anticipées du 30 avril. Le parti du Premier ministre Gaston Browne a obtenu quinze des dix-sept sièges du Parlement, contre deux pour l'opposition. Ce résultat constitue une victoire significative pour l'ABLP, qui avait convoqué le scrutin près de deux ans avant l'échéance prévue, estimant qu'un nouveau mandat était nécessaire dans un contexte de tensions géopolitiques et de hausse des prix de l'énergie. Le parti renforce ainsi nettement sa position parlementaire, avec six sièges supplémentaires par rapport à la précédente législature, dans un paysage politique marqué par les divisions de l'opposition. Durant la campagne, Gaston Browne a mis en avant le bilan de son gouvernement en matière de coût de la vie, de stabilité macroéconomique, d'attractivité des investissements, de développement des infrastructures et de reprise du tourisme, autant de thèmes qui devraient continuer de structurer l'action gouvernementale au cours du nouveau mandat.

Cuba

Le président américain Donald Trump a signé, le 1er mai, un décret exécutif marquant un nouveau durcissement du régime de sanctions visant Cuba. Fondé sur l'*International Emergency Economic Powers Act* (IEEPA) et l'*Immigration and Nationality Act* (INA), le texte prévoit notamment le gel des avoirs ainsi que l'interdiction d'entrée sur le territoire américain pour les personnes et entités ciblées. Il introduit également de nouvelles restrictions et ouvre la voie à des sanctions secondaires contre les acteurs entretenant des liens opérationnels ou financiers avec des individus ou organisations déjà sanctionnés, élargissant ainsi sensiblement la portée du dispositif existant. Ces mesures ne ciblent pas uniquement les responsables gouvernementaux, mais également les soutiens matériels, les entités affiliées et les institutions financières facilitant ou participant à des transactions avec des personnes sanctionnées. Le texte couvre en particulier les personnes opérant dans des secteurs jugés stratégiques de l'économie cubaine, notamment l'énergie, la défense, les mines, les services financiers et la sécurité, ainsi que tout autre secteur susceptible d'être ultérieurement désigné par l'administration américaine. Le texte instaure par ailleurs un mécanisme explicite de sanctions secondaires. Toute banque ou institution étrangère facilitant des opérations au bénéfice des personnes ou entités désignées pourra désormais faire l'objet de mesures restrictives, incluant notamment l'interdiction d'ouvrir ou de conserver des comptes de correspondance aux États-Unis ainsi que le gel de ses

avoirs. À ce stade, ni l'identité des personnes et entités visées ni le calendrier précis de mise en œuvre n'ont été rendus publics. L'administration américaine justifie ce durcissement par des motifs liés à la sécurité nationale et à la politique étrangère, considérant que le gouvernement de Cuba représente une « menace inhabituelle et extraordinaire » pour les États-Unis.

Haïti

Des représentants des industries en Haïti alertent sur les risques que fait peser l'insécurité sur l'économie. Le mercredi 29 avril 2026, les trois grandes entreprises La Brasserie de la Couronne, la distillerie Barbancourt et la Brasserie Séjourné ont publié un communiqué conjoint pour alerter les autorités sur la situation critique qui sévit aux abords de leurs installations dans la métropole de Port-au-Prince. Le lendemain, elles ont été rejointes par l'Association des Industries d'Haïti (ADIH) qui souligne les conséquences économiques et sociales de l'aggravation de la violence des gangs. Les trois entreprises susmentionnées représenteraient à elles seules plus de 2 500 emplois directs et près de 160 000 emplois indirects. Les difficultés auxquelles font face les entreprises haïtiennes se multiplient ces derniers mois avec une insécurité en augmentation mais aussi avec la hausse du prix de l'énergie et du salaire minimum, revalorisé ce 5 mai 2026 par le gouvernement. Par ailleurs, l'espoir qu'avait suscité pour le monde des affaires haïtiens l'annonce de la reprise des vols pour la République dominicaine, initialement prévue pour le 1er mai 2026, a rapidement été dissipé. En effet, la République dominicaine a demandé comme préalable à la reprise des vols la finalisation du protocole de sécurité.

République Dominicaine

Pour faire face à une inflation qui devrait dépasser sa cible dans les prochains mois, le gouvernement entend prolonger les subventions, générant de l'inquiétude sur la situation des finances publiques du pays. La Banque centrale de la République dominicaine (BCRD) anticipe un taux d'inflation qui pourrait dépasser le plafond de la cible (4,0 % ± 1,0 %) dans les prochains mois, alors que cela n'était pas arrivé au cours des 35 derniers mois. Le principal secteur concerné par cette hausse de l'inflation serait celui des transports, ce qui a conduit le gouvernement à annoncer, le 6 mai 2026, un programme de subventions de 13 M USD en faveur du secteur. Cette nouvelle dépense vient s'ajouter aux subventions aux hydrocarbures, mises en place en 2022 mais en forte hausse depuis le début du conflit au Moyen-Orient. Depuis le 13 mars, celles-ci dépassent systématiquement 1 Md DOP (17 M USD) par semaine. En parallèle, le gel des prix des engrais décidé le 22 mars, initialement prévu jusqu'au 31 mai, aurait déjà représenté un coût budgétaire de 18 M USD depuis le début des tensions et pourrait être prolongé sous la pression de la filière rizicole. Dans ce contexte, le gouvernement tente de concilier soutien au pouvoir

d'achat et préservation des équilibres budgétaires, alors qu'il fait face à des critiques à la fois sur son manque de réaction face à l'inflation et sur les risques de dérive des finances publiques. Les autorités ont ainsi annoncé la mise en œuvre de restrictions budgétaires à hauteur de 673 M USD afin de maintenir les aides ciblant les secteurs jugés stratégiques, notamment les hydrocarbures.

Dans un contexte de manifestations inédites, le président L. Abinader a ordonné la suspension immédiate du projet minier Romero. Le secteur minier, qui a représenté 18 % des exportations en 2025, est en plein essor en République dominicaine et affiche une croissance de 7,7 % g.a. au T1 2026. Il fait pleinement partie du plan « Meta RD 2036 » qui vise à doubler le PIB du pays d'ici 2036 en démultipliant les exploitations d'or et en lançant les exploitations de terres rares. Cependant, la présentation par l'entreprise canadienne GoldQuest fin avril 2026 du projet minier Romero qui consiste à exploiter un gisement de plus d'un million d'onces d'or, d'argent et de cuivre dans la province de San Juan a immédiatement provoqué un tollé et des manifestations d'une ampleur inédite. Leur écho est tel qu'elles ont trouvé le soutien de l'Eglise, à travers la Conférence épiscopale dominicaine (CED), et que le président L. Abinader a ordonné la suspension immédiate du projet le lundi 4 mai 2026. Les marchés financiers ont réagi sans délai : les actions des sociétés minières canadiennes GoldQuest, Unigold et Precipitate Gold ont enregistré des baisses comprises entre 16 % et 57 % en une seule séance. GoldQuest a affirmé sa volonté de maintenir ses autres projets et de poursuivre la phase d'étude d'impact pour le projet Romero. Le futur du secteur minier dominicain dépendra de la réforme de la loi 146-71 prévue pour cette année qui doit permettre de trouver un équilibre entre développement économique, social et environnemental et du soutien de la population aux différents projets.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

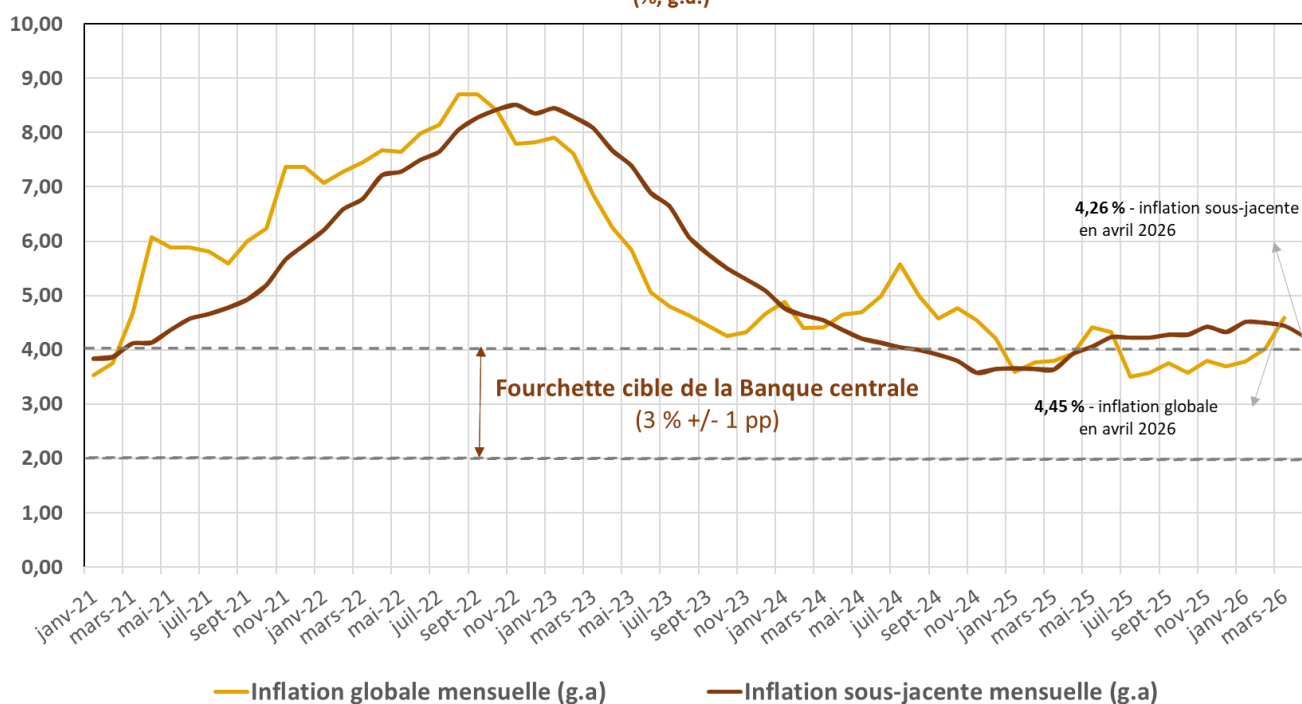
Pays	Population (millions d'hab., 2025)	PIB nominal (Mds USD, 2025)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Croissance du PIB 2025	Prévision FMI 2026	Dettes publique (% PIB, 2026, prév FMI)	Inflation (2026, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	134,4	1 832,6	3,7%	3,1%	1,4%	0,6%	1,6%	62,7%	3,9%	6,50%
Belize	0,4	3,3	9,3%	0,5%	3,5%	2,7%	2,2%	63,2%	1,5%	2,25 %
Costa Rica	5,4	102,9	5,5 %	4,8%	4,1%	4,6%	3,6%	61,1%	-0,4%	3,25%
Guatemala	18,9	121,1	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,9%	27,6%	2,6%	3,50%
Honduras	11,2	39,7	4,1%	3,6%	3,6%	3,7%	3,3,%	43,8%	4,4%	5,75%
Nicaragua	6,8	22,2	3,6%	4,4%	3,6%	4,9%	3,8%	33,2%	3,5%	6,25%
El Salvador	6,4	37,3	3,0%	3,5%	2,6%	3,7%	3,3%	84,5%	2,5%	--
Haïti	12,7	32,1	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-2,7%	-1,7%	10,7%	23,5%	10,00%
Jamaïque	2,8	22,3	6,4%	2,7%	-0,5%	-0,1%	-1,2%	65,8%	6,1%	5,75%
Panama	4,6	90,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,4%	3,8%	57,7%	1,4%	--
République Dominicaine	11	127,9	5,2%	2,2%	5,0%	2,1%	3,7%	58,2%	5,1%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2026

- Annexe Graphique Mexique -

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

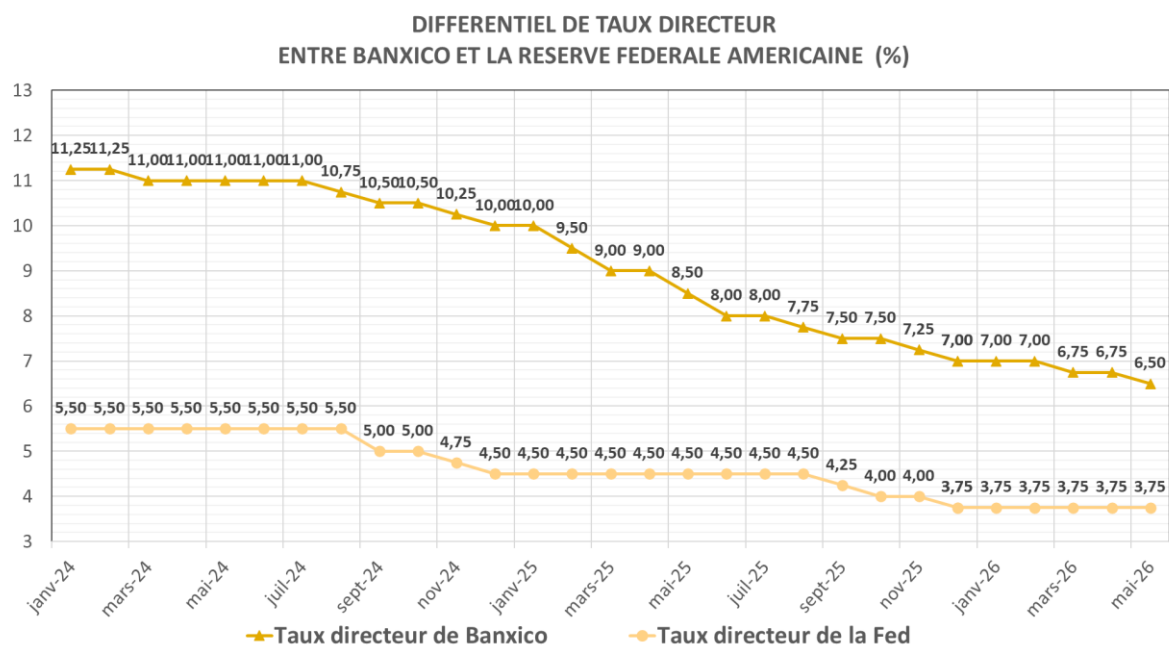
(%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325
déc-25	7,00	3,75	325
janv-26	7,00	3,75	325
févr-26	7,00	3,75	325
mars-26	6,75	3,75	300
avr-26	6,75	3,75	300
mai-26	6,50	3,75	275

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

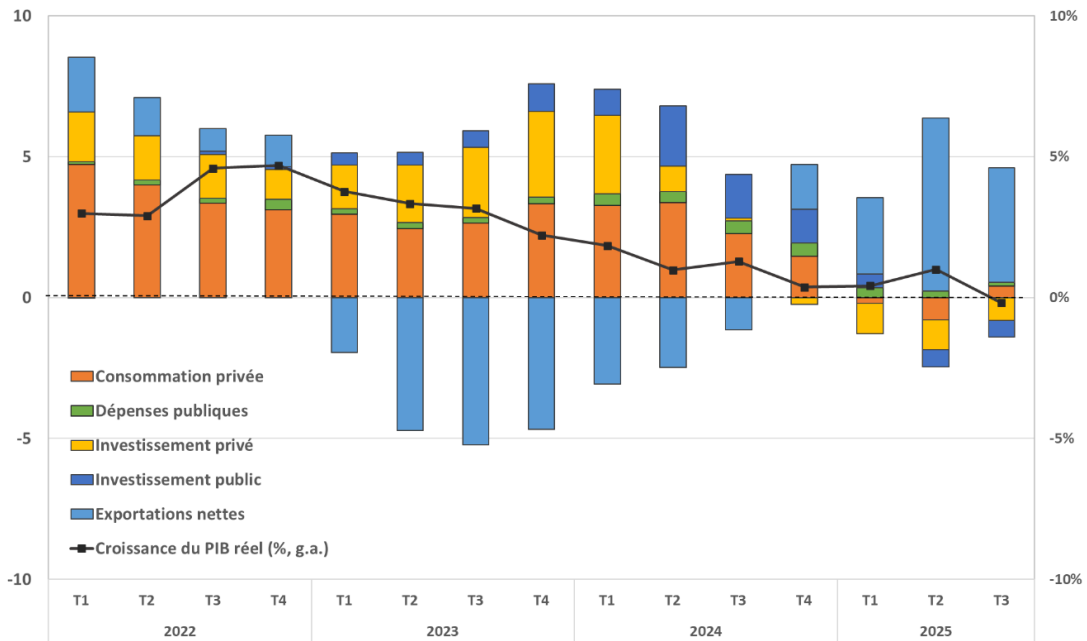
EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

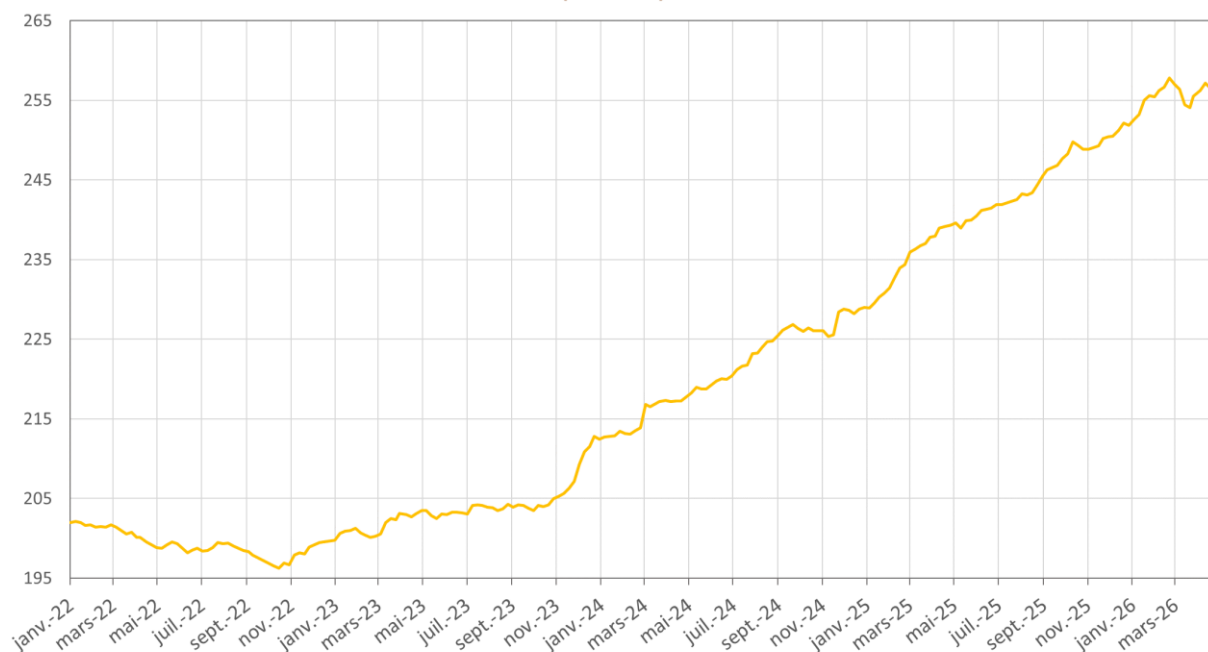
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr